



Les contre-réformes

Ça suffit !

MONTREUIL > 25 SEPTEMBRE 2023

CONTRE-RÉFORMES de l'assurance chômage, des retraites, de l'enseignement et des lycées professionnels... et maintenant France Travail, ça suffit !

Au prétexte d'atteindre un taux de chômage de 5 %, au sens du Bureau international du travail, en 2027 et répondre aux exigences des organisations patronales et plus particulièrement du MEDEF, la Macronie s'enferme dans une politique destructrice au détriment des droits et garanties collectives du monde du travail, du droit d'accès à la formation qualifiante et émancipatrice de la jeunesse.

PROJET DE LOI

Le projet de loi dit du *plein-emploi* actuellement débattu au Parlement s'inscrit dans le droit fil de la réforme des lycées professionnels et des décrets d'assurance chômage.

Pour permettre au patronat d'avoir un vivier de main-d'œuvre de moins de 25 ans corvéable et sous payée, le Gouvernement :

- **ferme les filières des lycées professionnels** « menant insuffisamment à l'emploi » ;
- **accroît les périodes de stages, d'immersion**
- **limite l'accès des jeunes et privés d'emploi aux seules compétences dont ont besoin les employeurs** ; le plus souvent sans salaires, seulement une gratification en dessous du SMIC ou le maintien des droits Assedic acquis (et ce pour les seuls 36 % d'inscrits à Pôle emploi qui en bénéficient) ;
- encourage les jeunes à **s'insérer directement dans la vie active** (au détriment de la poursuite des études) avec l'installation des *bureaux des entreprises* au sein des LP, l'accompagnement de Pôle emploi ou d'opérateurs privés de placements au travers d' *Avenir pro* dès leur dernière année d'enseignement.

Avec France Travail et l'obligation d'inscription à Pôle emploi pour tous les allocataires du RSA (et leurs ayants droit), des personnes reconnues travailleurs-ses handicapé-es, des jeunes de moins de 25 ans, il s'agit pour le gouvernement de répondre aux offres d'emploi non pourvues des métiers *dit en tension* sans s'interroger sur la nature et durée des contrats de travail, la qualification, le salaire, les conditions de travail et de sécurité de ces secteurs.

L'accompagnement intensif accompagné de 15 heures d'activités hebdomadaires imposées, tout comme l'accroissement des sanctions en cas de manquement, **conditionnent l'octroi des droits à un revenu de remplacement** ou aux minima sociaux. Cette politique impose à tous les travailleurs privés d'emploi d'accepter des postes ne correspondant ni à leur choix ni à leurs qualifications.

AU DÉTRIMENT DU SERVICE PUBLIC

Ce plan soi-disant *plein emploi* est en réalité le *plein d'emplois précaires* pour une souffrance accrue des deux côtés du guichet : pour les inscrites à Pôle emploi ; pour les jeunes

.../...



dans les missions locales et dans les lycées professionnels; pour les allocataires du RSA; pour tou-tes les agent-es qui œuvrent à les accompagner en exerçant leurs missions de service public.

Pour financer sa vision du *plein emploi* et son outil France Travail, le gouvernement annonce une nouvelle ponction de 12 milliards d'euros sur quatre ans sur l'Unédic, tout en baissant la participation de l'État.

À l'heure de ces nouvelles attaques, auxquelles s'ajoute la politique d'austérité à l'encontre des services publics et de la protection sociale, nos organisations refusent que les jeunes et les travailleurs privés d'emploi servent de chair à patrons et sacrifient leurs vies aux intérêts des employeurs et de leurs bénéficiaires.

Nous réaffirmons que le service public de l'emploi comme celui de l'éducation a vocation à répondre aux besoins des usagers, permettre à chacune et chacun d'acquérir des qualifications et un travail choisi et émancipateur, correctement rémunéré et aux conditions de travail dignes.

En ce sens, nos organisations soutiennent:

- **La grève du 26 septembre** appelée par la CGT Pôle emploi **contre le projet de loi *Plein emploi*,**
- **La grève du 3 octobre des AESH** pour leur reconnaissance et titularisation.

Nos organisations appellent l'ensemble des travailleur-ses à être en grève et dans les manifestations le 13 octobre.

- Pour la défense du service public et de notre protection sociale, de nos missions et de nos métiers et les moyens associés;
- Pour l'augmentation des salaires, traitements, allocations-chômage et pensions avec indexation sur l'inflation et rattrapage des pertes subies ces dernières années;
- Pour la mise en œuvre d'une allocation d'insertion ou d'autonomie pour tous les jeunes ou primo accédant à l'emploi.
- Pour la réduction du temps de travail à 32 heures par semaine sans perte de salaire pour travailler toutes et tous.

Ce plan soi-disant *plein emploi* est en réalité le plein d'emplois précaires pour une souffrance accrue des deux côtés du guichet